

L'apport du Marché solidaire Croque St-Roch à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le quartier Saint-Roch, à Québec

Élisabelle Nadeau and Alain Olivier

Volume 32, Number 1, 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1099969ar>
DOI: <https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1552>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Université du Québec à Chicoutimi

ISSN

1493-8871 (print)
2564-2189 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Nadeau, É. & Olivier, A. (2023). L'apport du Marché solidaire Croque St-Roch à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le quartier Saint-Roch, à Québec. *Revue Organisations & territoires*, 32(1), 55–67.
<https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1552>

Article abstract

Since several years, the Saint-Roch neighbourhood, in the lower town of Quebec City, has been facing numerous food and nutrition insecurity issues that vary according to the often difficult life histories of its population. Indeed, for historical and sociological reasons, this neighborhood has more people with mental health, physical health and homelessness problems, and now also include immigrants who are not sufficiently adapted to their new living environment. This diversity brings significant challenges in understanding the specific causes of food and nutrition insecurity in this neighborhood, the physical and psychological consequences of this insecurity on its inhabitants, and the actions that need to be taken to sustainably reduce it. Various initiatives have been taken to improve food and nutrition security in the neighborhood. Among them is the creation of the Croque St-Roch solidarity market, to facilitate access to local market garden products. However, several observers note a lack of interest in these products by the population of the Saint-Roch district, and in particular the most vulnerable people. This study focuses on the causes of food and nutrition insecurity in this neighbourhood, including the reasons for the low inclusion of fresh and healthy produce in the diet of these people. Among these reasons, the study found a lack of knowledge about much of the food offered by the Croque St-Roch solidarity market. Information sheets and samplings were therefore proposed to educate the market's clientele.



Dossier spécial

L'apport du *Marché solidaire Croque St-Roch* à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le quartier Saint-Roch, à Québec

Élisabelle Nadeau^a, Alain Olivier^bDOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v32n1.1552>

RÉSUMÉ. Depuis plusieurs années, le quartier Saint-Roch, en basse-ville de Québec, fait face à de nombreux enjeux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui varient en fonction des histoires de vie souvent difficiles de sa population. En effet, pour des raisons historiques et sociologiques, ce quartier comprend une grande concentration de personnes ayant des problèmes de santé mentale, de santé physique et d'itinérance, auxquelles s'ajoutent aujourd'hui des personnes immigrantes qui ne sont pas toujours parfaitement adaptées à leur nouveau milieu de vie. Cette diversité entraîne des défis de taille lorsque vient le temps de comprendre les causes précises de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans ce quartier, les conséquences physiques et psychologiques de cette insécurité sur ses habitantes et habitants ainsi que les actions à mettre en place afin de la réduire durablement. Diverses initiatives y ont été mises en place afin d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dont la création d'un marché solidaire, *Croque St-Roch*, qui a notamment pour but de faciliter l'accès des habitantes et habitants aux produits maraîchers locaux. Toutefois, plusieurs observateurs notent un manque d'intérêt de la population, en particulier des personnes les plus vulnérables, envers ces produits. La présente étude s'intéresse aux causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le quartier Saint-Roch en s'attardant aux raisons qui expliquent la faible inclusion de produits frais et sains dans l'alimentation des personnes concernées. Parmi ces raisons, l'étude a permis de constater un manque de connaissance sur plusieurs des aliments proposés par le *Marché solidaire Croque St-Roch*. Des fiches d'information et des dégustations ont donc été proposées à la clientèle du marché afin d'intégrer aux actions de *Croque St-Roch* une dimension pédagogique.

Mots-clés : Sécurité alimentaire et nutritionnelle, marché solidaire, inégalités socioéconomiques, connaissances alimentaires, vulnérabilité

ABSTRACT. Since several years, the Saint-Roch neighbourhood, in the lower town of Quebec City, has been facing numerous food and nutrition insecurity issues that vary according to the often difficult life histories of its population. Indeed, for historical and sociological reasons, this neighborhood has more people with mental health, physical health and homelessness problems, and now also include immigrants who are not sufficiently adapted to their new living environment. This diversity brings significant challenges in understanding the specific causes of food and nutrition insecurity in this neighborhood, the physical and psychological consequences of this insecurity on its inhabitants, and the actions that need to be taken to sustainably reduce it. Various initiatives have been taken to improve food and nutrition security in the neighborhood. Among them is the creation of the Croque St-Roch solidarity market, to facilitate access to local market garden products. However, several observers note a lack of interest in these products by the population of the Saint-Roch district, and in particular the most vulnerable people. This study focuses on the causes of food and nutrition insecurity in this neighbourhood, including the reasons for the low inclusion of fresh and healthy produce in the diet of these people. Among these reasons, the study found a lack of knowledge about much of the food offered by the Croque St-Roch solidarity market. Information sheets and samplings were therefore proposed to educate the market's clientele.

Keywords: Food and nutrition security, solidarity market, socioeconomic inequalities, food knowledge, vulnerability

^a Étudiante à la maîtrise en sécurité alimentaire, Université Laval

^b Professeur au département de phytologie et titulaire de la chaire en développement international, Université Laval

Introduction

Au Québec, 11 % des ménages souffraient d'insécurité alimentaire et nutritionnelle avant la pandémie de la COVID-19. Deux ans après le début de cette pandémie, ce taux s'élevait à 17 à 18 % (Plante et collab., 2021), et ce, malgré l'adoption par l'Assemblée nationale en 2002 de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale au Québec* (LQ, chap. L-7), qui prévoit que :

Les actions liées au renforcement du filet de sécurité sociale et économique doivent notamment viser à : [...]

4. favoriser, pour les personnes et les familles en situation de pauvreté, l'accès, en toute dignité, à un approvisionnement alimentaire suffisant et nutritif, à un coût raisonnable, de même qu'à une information simple et fiable qui leur permette de faire des choix alimentaires éclairés. [paragr. 9(4)].

Le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec s'est pour sa part doté d'un cadre de référence en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle, dont la mise à jour de 2008 prévoit des budgets propres à cet enjeu (Pageau, 2008). Pourtant, une proportion importante de la population québécoise souffre toujours d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le quartier Saint-Roch, situé en basse-ville de Québec, est particulièrement touché par ce phénomène pour diverses raisons, entre autres la pauvreté.

Afin de lutter contre cette insécurité alimentaire et nutritionnelle, diverses initiatives ont été mises en place, depuis de nombreuses années, dans le quartier. On y trouve ainsi une forte concentration d'organismes communautaires venant en aide aux personnes les plus démunies. À titre d'exemples, *Lauberivière* vient en aide aux personnes sans domicile fixe en leur offrant un endroit pour dormir et un repas chaud. Le *Café rencontre centre-ville* offre pour sa part un service de friperie et de soupe populaire pour les personnes démunies. De même, le *Service amical Basse-ville* offre aux personnes âgées en situation de vulnérabilité des services de popote roulante et de gériatrie sociale.

Dans le cadre de la présente étude, nous nous sommes intéressés particulièrement au *Marché solidaire Croque St-Roch*, dont l'objectif est d'offrir à la population du quartier des fruits et des légumes à prix abordable. Depuis juin 2020, le collectif *Du potager à l'assiette*, un regroupement de plusieurs organismes intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire dans le quartier Saint-Roch, a mis sur pied ce marché où, une fois par semaine durant une partie de l'été et de l'automne, des fruits et des légumes produits localement sont vendus à prix modique ou offerts gratuitement. Ce marché occupe le parvis de l'église Saint-Roch, qui est un emplacement de choix puisqu'il constitue un lieu de rassemblement et de socialisation pour plusieurs personnes du quartier.

Les denrées locales distribuées au marché sont autant de grands incontournables québécois – carotte, pomme de terre, oignon, fraise, laitue, haricot, radis – que des légumes méconnus qui ne font pas partie de l'offre alimentaire régulière des épiceries ou de l'alimentation traditionnelle – chou-rave, rabiolo, céleri-rave, aubergine, roquette, etc. En 2022, une partie de l'approvisionnement a été offerte gratuitement par *Les Urbainculteurs*, un organisme ayant mis sur pied une ferme urbaine à vocation pédagogique et sociale. Cependant, puisque les quantités fournies par *Les Urbainculteurs* ne suffisaient pas à la demande, des quantités supplémentaires ont dû être achetées auprès d'agriculteurs de proximité qui ont accepté de les fournir à bas prix.

Toutefois, aux dires mêmes de ses promoteurs, le succès de cette initiative paraît limité. La disponibilité de fruits et légumes à bas prix au *Marché solidaire Croque St-Roch* ne semble pas avoir les impacts espérés sur l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des personnes vulnérabilisées du quartier. En particulier, les légumes peu connus (chou frisé [*kale*], bok choy, etc.) trouvent difficilement preneur chez elles.

La présente étude vise donc à déterminer les causes du manque d'intérêt des personnes vulnérabilisées du quartier Saint-Roch pour les produits maraîchers offerts par le *Marché solidaire Croque St-Roch*, ainsi qu'à proposer et à évaluer certaines pistes d'action pour favoriser un plus grand intérêt

de ces personnes envers ces produits maraîchers, dans une perspective d'amélioration de leur sécurité alimentaire, notamment en matière nutritionnelle.

1. Méthodologie

Afin de recueillir des données permettant de déterminer les causes du manque d'intérêt des personnes vulnérabilisées du quartier Saint-Roch pour les fruits et légumes offerts par le *Marché solidaire Croque St-Roch*, des questionnaires ont été distribués de façon aléatoire à 20 personnes clientes de ce marché de juin à août 2022. Les questions, dont certaines étaient à choix multiples et d'autres, ouvertes, concernaient l'alimentation de ces personnes, leur expérience au marché, les barrières limitant leur accès à des produits maraîchers ainsi que les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour leur faire découvrir de nouveaux fruits et légumes.

L'ensemble des questionnaires a été passé dans un cadre très informel, sur le parvis de l'église Saint-Roch, lorsque les personnes avaient terminé leurs achats. Puisqu'il y avait parmi elles des personnes sans domicile ou sans domicile stable, présentant des troubles de santé mentale, ayant des difficultés à se déplacer ou étant aux prises avec divers autres types de difficultés au quotidien, la prise de rendez-vous pour la passation des questionnaires a été jugée peu appropriée.

Les réponses aux questions à choix multiples de même que les commentaires complémentaires qui étaient donnés en réponse aux questions ouvertes ont été compilés. Toutes les personnes ont conservé leur anonymat et les questionnaires ont été détruits à la suite de la saisie.

Une revue bibliographique, des observations ainsi que des discussions avec les employées et employés du *Marché solidaire Croque St-Roch* ont pour leur part permis de mieux comprendre la réalité des citoyennes et citoyens du quartier Saint-Roch, notamment les causes pouvant expliquer leur manque d'intérêt envers les produits maraîchers offerts par le marché.

1.1 Causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Afin de pouvoir déterminer quelles sont les causes du manque d'intérêt des personnes vulnérabilisées du quartier Saint-Roch pour les produits maraîchers offerts par le *Marché solidaire Croque St-Roch*, nous devons brosser un portrait des caractéristiques des personnes habitant le quartier. Mais d'abord, nous présentons certaines des caractéristiques qui peuvent exercer une influence sur leur sécurité alimentaire et nutritionnelle, en lien avec ce qu'en dit la littérature sur le sujet.

Causes individuelles

Parmi les causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, certaines ont un caractère plutôt individuel puisqu'elles sont liées à certaines caractéristiques propres de l'individu, par exemple le niveau d'éducation, l'âge, l'appartenance ethnique et l'isolement social, qui peut notamment réduire l'accès physique et économique aux aliments (Feeding America, s. d.; Moffat et collab., 2017; Quevillon et collab., 2014).

Causes sociales ou socioéconomiques

D'autres sont de nature plutôt sociale ou socioéconomique. Ainsi, généralement, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est reconnue comme étant le reflet d'inégalités socioéconomiques, que peut exacerber un accès difficile aux services de base universels (p. ex., l'éducation, les soins de santé et l'absence d'aide sociale, de prestations de chômage ou de revenu minimal adéquat). Lorsque le filet social est déficient, la capacité de s'alimenter diminue puisque d'autres coûts occupent une part importante du budget disponible (Couturier, 2013; Feeding America, s. d.).

Causes territoriales et environnementales

L'environnement territorial et l'accès à ses ressources constituent également des facteurs sociaux importants en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population. La présence de déserts, de marais ou de mirages alimentaires influence l'accès physique aux aliments et les coûts à assumer pour se rendre jusqu'à eux afin de

se les procurer (Chen et Gregg, 2017). De même, l'environnement politique et écologique (conflit armé, crise sanitaire, désastre naturel, changement climatique, érosion de la biodiversité) a des impacts directs sur l'accès aux aliments (Ilaboya et collab., 2012).

Cela dit, il est parfois difficile d'établir une distinction bien nette entre ces différents types de causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, tant ils sont liés, si bien qu'une telle distinction peut paraître artificielle. À titre d'exemple, une faible littératie alimentaire chez des personnes défavorisées peut être la conséquence d'un système scolaire inadapté aux personnes éprouvant des besoins particuliers ou d'un salaire parental insuffisant.

1.2 Caractéristiques de la population du quartier Saint-Roch

Un revenu peu élevé

La pauvreté est une caractéristique importante du quartier Saint-Roch, qui, rappelons-le, est situé dans la basse-ville de Québec. Selon le Recensement de 2016, le revenu médian de ses résidentes et résidents, après impôt, y était de 26 374 \$ et le pourcentage de faible revenu, selon la mesure du panier de consommation, de 25,4 % (Statistique Canada, 2017). Une proportion substantielle (8 %) de la population était au chômage et 19 % du revenu total des citoyennes et citoyens étaient tirés des prestations gouvernementales (Statistique Canada, 2017). Or, les liens entre pauvreté et insécurité alimentaire et nutritionnelle sont bien connus.

Une large part du revenu consacrée au loyer

Une conséquence de la pauvreté est la part du revenu total devant être consacrée au loyer. Consacrer plus de 30 % de son revenu pour se loger est considéré comme un facteur de risque pour la capacité à subvenir à ses besoins de base (Luffman, 2006), notamment à ses besoins alimentaires (CIUSSSCN, s. d.). Dans le quartier, le pourcentage de ménages consacrant plus de 30 % du revenu total à leur loyer était de 17,5 % en 2016 (Statistique Canada, 2017). À titre indicatif, à l'échelle du

Québec, la proportion était alors de 12,9 %. Nous pouvons cependant présumer qu'en raison de la hausse récente du prix des loyers, ces pourcentages ont augmenté (RCLALQ, 2021).

Un faible niveau d'éducation

En 2016, 16,6 % des habitantes et habitants du quartier ne possédaient aucun diplôme, grade ou certificat, alors que 18 % étaient titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou d'un diplôme jugé équivalent (Statistique Canada, 2017). Pour plusieurs de ces personnes, la littératie alimentaire est limitée, ce qui constitue une barrière à l'acquisition de connaissances alimentaires et de compétences culinaires, telles que celles concernant des aliments peu connus et la façon de les consommer, de les conserver ou de les préparer (Ilaboya et collab., 2012; Jones et collab., 2013), sans compter les limites qu'un faible niveau d'éducation impose souvent à l'obtention d'un emploi bien rémunéré.

Des ménages de petite taille

Près des deux tiers des ménages (63 %) du quartier sont constitués d'une seule personne. La taille moyenne des ménages y est de 1,5 personne, comparativement à 2 personnes à l'échelle de la ville de Québec et à 2,3 à l'échelle de la province (Statistique Canada, 2017). Les familles monoparentales avec enfants, dont 80 % ont un parent de sexe féminin, y représentent 21 % des ménages (Statistique Canada, 2017).

Une famille monoparentale est plus à risque de ne pas pouvoir subvenir à ses besoins alimentaires puisqu'un maximum d'une seule personne a un salaire (Bauer et collab., 2012). De plus, les heures que cette personne doit consacrer au travail, le cas échéant, diminuent le temps qu'elle peut consacrer à l'alimentation ainsi qu'à l'acquisition de connaissances et de compétences alimentaires. Il en est de même pour les ménages composés d'une seule personne.

Notons que des inégalités de genre peuvent également être en cause dans l'insécurité alimentaire et nutritionnelle : elles désavantagent les femmes et les mettent plus à risque d'en souffrir (Ilaboya et collab., 2012).

Une proportion croissante de personnes issues de l'immigration

Depuis quelques années, le quartier présente une proportion croissante de personnes immigrantes ainsi que de résidentes et résidents non permanents. Elle est passée de 4,9 % en 1996 à environ 16 % en 2021 (Statistique Canada, 2022; Ville de Québec, 2019). Diverses études montrent que les personnes immigrantes sont proportionnellement davantage touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle que les personnes non immigrantes. Au-delà de la précarité économique qui peut les toucher, la barrière de la langue, notamment pour les immigrantes et immigrants récents, le manque de connaissance sur les aliments locaux ainsi que l'isolement social peuvent constituer des causes d'insécurité alimentaire et nutritionnelle pour ces personnes (Moffat et collab., 2017; Quevillon et collab., 2014).

Également, le racisme systémique et l'appartenance à une origine ethnique minoritaire sont identifiés comme des causes possibles d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La relation entre ces deux causes est difficile à établir, mais pourrait s'expliquer entre autres par des inégalités socio-économiques en matière d'éducation et d'accès aux soins de santé (Bowen et collab., 2021; Feeding America, s. d.; Odoms-Young, 2018).

De nombreuses personnes en situation d'itinérance

L'itinérance fait partie intégrante de l'image du quartier. Un dénombrement effectué par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2018 (Latimer et Bordeleau, 2019) a permis de comptabiliser 545 personnes itinérantes visibles dans la ville de Québec, ce qui la classe au deuxième rang provincial. Même si nous n'avons pas pu trouver de statistiques spécifiques au quartier Saint-Roch, il est bien connu qu'une forte proportion de ces personnes se trouve dans ce quartier. Le regroupement de divers organismes communautaires leur venant en aide (p. ex., *Lauberivière*, le *Local centre-ville*, *Pech*, le *Projet LUNE*) peut expliquer en partie une telle concentration. L'histoire du quartier, de tout temps pauvre et ouvrier, y a également un rôle à jouer (SDC Saint-Roch, 2014). Or, les personnes en situation d'itinérance sont particulièrement vulnérables à l'insécurité alimentaire et

nutritionnelle puisque leur revenu est généralement insuffisant – sinon absent – pour se nourrir convenablement et qu'elles n'ont pas accès à de l'équipement permettant de conserver et de préparer leurs aliments.

Des problèmes de santé

Les problèmes de santé chroniques ou aigus sont souvent mentionnés comme pouvant être à la fois des causes et des conséquences de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Cette dernière devient alors elle-même chronique et peut engendrer des problèmes de santé (Feeding America, s. d.; Gundersen et Ziliak, 2014; Ilaboya et collab., 2012; Seligman et collab., 2010). En retour, éprouver des problèmes de santé peut limiter la capacité à occuper un emploi ou à se déplacer pour se procurer ses aliments, tout en entraînant parfois un isolement social nuisant à une saine alimentation, sans compter une diminution éventuelle de l'intérêt envers l'alimentation (Feeding America, s. d.; Gundersen et Ziliak, 2014; Ilaboya et collab., 2012; Seligman et collab., 2010).

Parmi les divers enjeux de santé rencontrés dans le quartier Saint-Roch, nos observations nous permettent de constater que les problèmes de dentition, connus comme étant particulièrement répandus chez les personnes à faible revenu (Liu et collab., 2014; Wallace et MacEntee, 2012), sont fréquents. En conséquence, le manque d'hygiène et d'accès aux soins dentaires peut entraîner des problèmes de dysphagie limitant la consommation de plusieurs aliments, en particulier de fruits et de légumes crus.

Une prévalence élevée de troubles de santé mentale

La forte proportion de personnes en situation d'itinérance n'est pas sans lien avec celle des troubles de santé mentale, qui sont reconnus comme un facteur de risque de l'itinérance (Loftus et collab., 2021; Rosenheck, 2000). Le quartier Saint-Roch, dans toute sa diversité, est également habité par plusieurs personnes souffrant de tels troubles. Ainsi, la majorité des interventions du Service de police de la Ville de Québec auprès de personnes aux prises avec des troubles de santé mentale ont lieu dans ce quartier (Drolet, 2022).

La précarité économique des personnes souffrant de troubles de santé mentale et les soucis qui les affligent (Burke et collab., 2016; Ilaboya et collab., 2012) peuvent entraîner chez elles un désintérêt envers les différentes activités liées à l'acte alimentaire ainsi que les connaissances et compétences qui leur sont nécessaires (Loftus et collab., 2021). La consommation de drogues, parfois liée à des problèmes de santé mentale, est également associée à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle (Gundersen et Ziliak, 2014).

Une difficulté à faire face à toute hausse du prix des aliments

La pandémie a engendré des difficultés supplémentaires pour les habitantes et habitants du quartier vivant déjà une situation difficile. La pénurie de main-d'œuvre et les ruptures observées dans la chaîne d'approvisionnement ont eu des impacts sur le prix des aliments (Charlebois et Vézeau, 2022), que la guerre en Ukraine et les changements climatiques n'ont fait qu'exacerber. Ainsi, le défi de subvenir à ses besoins alimentaires et à ceux des membres de sa famille est devenu encore plus difficile à surmonter, d'autant plus que, comme le rappelle une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques :

[...] Deux verrous réglementaires empêchent d'avancer vers un Québec sans pauvreté. Premièrement, le plafonnement du revenu assuré aux prestataires de l'aide sociale de base empêche une pleine couverture de ces besoins pour les personnes devant se contenter de cette garantie minimale. Deuxièmement, la méthode actuelle de fixation du salaire minimum bloque l'accès à une vie digne et exempte de pauvreté pour un grand nombre de travailleurs et de travailleuses. (Labrie et collab., 2022, p. 1)

Bref, pour une importante proportion des citoyennes et citoyens du quartier, qui dépendent de l'aide sociale ou d'un travail au salaire minimum, l'augmentation du coût de la vie engendrée par les multiples crises actuelles diminue considérablement leur capacité à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Or, il est généralement admis qu'en cas de précarité économique, les premiers aliments à quitter le panier d'épicerie

sont les fruits et les légumes. Les aliments qui fournissent le plus de calories à moindre coût sont alors achetés en priorité. Autrement dit, la quantité prime sur la qualité (Leung et Tester, 2019; Maisonneuve et collab., 2015). Et il n'est pas acquis que ces habitudes cessent subitement comme par magie lorsqu'un marché solidaire comme celui de *Croque St-Roch* commence ses activités.

Pour conclure, le fait d'offrir des fruits et légumes gratuitement ou à très bas prix ne règle pas tout puisque, comme nous venons de le démontrer, de nombreuses causes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle ne sont pas de nature strictement économique, malgré des liens étroits avec la pauvreté.

2. Résultats

Afin de mieux comprendre les barrières à l'approvisionnement au *Marché solidaire Croque St-Roch*, nous avons demandé à 20 répondantes et répondants interrogés sur place quelle serait, à leur avis, la meilleure façon de leur faire découvrir de nouveaux légumes au marché. Les dégustations (45 %) et les échanges sur les légumes concernés (45 %) ont reçu la faveur du plus grand nombre de personnes, alors que 10 % ont mentionné les fiches recettes. Aucune personne n'a montré une préférence pour des démonstrations sur les façons de cuisiner l'aliment. Ce bassin de personnes répondantes semble donc privilégier des canaux directs, rapides et accessibles pour en apprendre davantage sur les légumes méconnus.

Sachant que la possibilité de goûter de nouveaux aliments peut être un facteur facilitant leur découverte, nous avons voulu savoir quel est le type de dégustation préféré des personnes interrogées pour leur faire découvrir des légumes méconnus au *Marché solidaire Croque St-Roch*. Si certaines ont manifesté une préférence pour la dégustation de légumes crus (15 %), cuits (15 %) ou intégrés à des recettes (5 %), la majorité (65 %) a affirmé que tous ces choix étaient appropriés. Les renseignements recueillis auprès des répondantes et répondants ne nous permettent toutefois pas de déterminer si la préférence pour les légumes cuits provenait de problèmes de santé bucco-dentaires

et celle pour les légumes crus, de difficultés liées à l'équipement disponible pour la préparation des aliments.

Ensuite, nous leur avons demandé quelle est la principale barrière à laquelle ils font face pour l'approvisionnement en fruits et légumes, et ce, aussi bien au *Marché solidaire Croque St-Roch* qu'à l'épicerie. Les réponses, très variables, mettent en lumière la diversité des contraintes éprouvées¹ : manque de connaissance sur les fruits et légumes eux-mêmes (20 %), prix trop élevé (20 %), absence de connaissance sur la façon de les conserver (20 %) ou de les cuisiner (20 %) et quantités offertes trop grosses pour les besoins (25 %). Seule une personne (5 %) a affirmé ne rencontrer aucune de ces barrières.

Par ailleurs, une question ouverte leur permettait de formuler des commentaires sur la perception qu'elles ont de leur alimentation générale. Il est intéressant de souligner que 4/20 personnes répondantes (20 %) ont insisté sur le fait qu'elles ne consommaient que de petites portions, ce qui avait des impacts négatifs sur leurs achats. Une personne répondante (5 %) a mentionné que le fait de vivre seule et de ne pas avoir beaucoup d'énergie l'empêchait de bien s'alimenter. Une seule personne (5 %) a affirmé bien s'alimenter en consommant une proportion importante de protéines d'origine végétale.

Les répondantes et répondants ont aussi formulé un certain nombre de suggestions concernant les changements qui pourraient être apportés au *Marché solidaire Croque St-Roch* afin de répondre aux besoins alimentaires de sa clientèle : offrir plus d'explications concernant les fruits et légumes méconnus, distribuer des fiches recettes, organiser des ateliers de cuisine, éduquer sur les bienfaits de consommer des fruits et légumes locaux.

Les barrières économiques ne sont donc pas les seules à expliquer le manque d'intérêt manifesté par des personnes en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle envers certains produits maraîchers. La réalité est bien plus complexe. Comme nous venons de l'exposer, diverses autres contraintes peuvent limiter l'approvisionnement en fruits et légumes.

Il nous paraît pertinent de revenir ici sur quelques-unes de celles qui ont été révélées par ce bref sondage, d'autant plus qu'elles concordent avec les observations supplémentaires que nous avons pu faire en échangeant avec les usagères et usagers du *Marché solidaire Croque St-Roch* :

Un manque de connaissance sur les aliments offerts :

Non seulement plusieurs clientes et clients du marché nous ont-ils confié ne pas connaître certains des fruits et légumes offerts, mais nous avons aussi constaté qu'ils ne savaient pas nécessairement comment les conserver ou n'avaient pas la possibilité de le faire, en raison notamment d'un contexte d'itinérance. Certains ont avoué qu'ils ne savaient ni comment les cuisiner ni comment trouver de l'information à ce sujet, en l'absence d'un accès aisé à des livres de cuisine ou à Internet. Les fiches recettes distribuées semblaient donc combler un manque réel et plusieurs ont mentionné qu'elles leur étaient utiles, surtout lorsque quelqu'un avait pris la peine d'échanger avec eux sur le fruit ou le légume concerné. D'autres ne possèdent tout simplement pas l'équipement nécessaire pour faire cuire des aliments. Dans un tel contexte, le premier réflexe est le plus souvent d'acheter ce qu'on connaît déjà.

Une difficulté à se représenter le prix réel des aliments offerts :

Des personnes peuvent éprouver de la difficulté à se représenter la valeur des fruits et légumes à partir d'un prix par unité de poids. Elles ont alors souvent le réflexe de limiter ou même d'éviter l'achat de tels produits. Même lorsqu'elles ont une idée de la valeur approximative du fruit ou du légume qui est offert, elles peuvent avoir de la difficulté à additionner tous les prix des aliments de leur panier. Ainsi, elles évitent l'achat de fruits et légumes au prix incertain ou au poids afin d'éviter de se trouver à la caisse sans avoir tout l'argent nécessaire pour payer tous les articles dans leur panier.

Des quantités inappropriées :

Des personnes vivant seules ou en situation d'itinérance ne peuvent pas facilement se permettre d'acheter des légumes de grande taille (chou-fleur, brocoli, etc.) ou vendus en paquets de plusieurs unités (oignons, pommes de terre, betteraves,

etc.). Un tel problème, banal en apparence, peut limiter leurs achats de fruits et légumes.

Un déplacement difficile :

La très grande majorité des personnes rencontrées s'étaient rendues au marché à pied. Celles aux prises avec certains handicaps réduisant leur mobilité peuvent avoir de la difficulté à se déplacer sur une longue distance avec une lourde charge de fruits et légumes, ce qui peut en limiter l'achat.

Si le *Marché solidaire Croque St-Roch* semble jouer un rôle utile, il ne peut, à lui seul, régler le problème d'insécurité alimentaire et nutritionnelle qui sévit dans le quartier. Néanmoins, les résultats du sondage et de nos observations sur le terrain offrent quelques pistes pour lui permettre d'accroître sa portée.

3. Discussion

Le *Marché solidaire Croque St-Roch* semble très apprécié par les citoyennes et citoyens du quartier, y compris par les personnes vulnérabilisées. Selon Freedman (2007) ainsi que Freedman et Bell (2011), des marchés de ce type jouissent d'une réelle estime et répondent à des besoins liés à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de communautés défavorisées. Ils permettent notamment d'augmenter l'exposition à des aliments nutritifs dès l'enfance, d'accroître la consommation de fruits et légumes variés ainsi que de promouvoir de saines habitudes de vie.

Ces derniers éléments font ressortir l'importance de l'éducation ou, plus largement, des connaissances sur les produits alimentaires ou de ce qu'on pourrait qualifier de littératie alimentaire dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le sondage auprès des usagères et usagers du *Marché solidaire Croque St-Roch* ainsi que les observations réalisées auprès d'eux montrent la nécessité d'accroître leurs connaissances sur les produits maraîchers locaux, mais aussi leur intérêt à acquérir de telles connaissances. Les résultats obtenus révèlent ainsi l'importance de s'intéresser davantage au pilier « utilisation des aliments » du concept de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Dans un système alimentaire de plus en plus complexe, les connaissances et les compétences sur les

aliments sont primordiales afin de favoriser de saines habitudes alimentaires (Santé Canada, 2022).

Les échanges sur les fruits et légumes méconnus, les dégustations et les fiches recettes ont rencontré la faveur de divers usagers du *Marché solidaire Croque St-Roch* comme outils permettant de les intéresser à acquérir des habitudes alimentaires. La probabilité qu'une personne au budget limité achète un aliment qu'elle ne connaît pas et qui risque donc de ne pas être consommé ou de ne pas l'être correctement est fort réduite. Les échanges, les dégustations et les fiches recettes présentant une information écrite pouvant être assimilée plus tard viennent donc combler un réel besoin.

La promotion des bénéfices des fruits et légumes locaux sur la santé, les séances de dégustation ainsi que la communication de recettes sont des stratégies reconnues comme efficaces dans un marché public, surtout si celui-ci est situé au sein d'une communauté défavorisée (Chénier, 2016; O'Neil, 2005). Par ailleurs, les échanges permettent de mieux cibler les interventions concernant la façon de consommer les aliments offerts. Ainsi, une personne aux prises avec des problèmes de dentition pourra apprécier des légumes à consommer cuits, alors qu'une personne en situation d'itinérance pourra préférer des fruits et légumes pouvant être consommés crus.

Afin de favoriser l'acquisition de meilleures habitudes alimentaires chez des populations vulnérabilisées, des programmes peuvent être mis en place pour favoriser la littératie alimentaire dès le plus jeune âge. Au Québec, les cours d'économie familiale qui permettaient aux plus jeunes d'acquérir un certain nombre de connaissances et de compétences alimentaires et nutritionnelles ont disparu. Pourtant, de tels cours étaient utiles, car ils permettaient entre autres aux enfants ou aux adolescents de mieux comprendre l'information concernant les aliments et d'acquérir des connaissances en matière de saine alimentation. Le rôle de l'éducation des plus jeunes pour l'acquisition de saines habitudes alimentaires est bien connu, d'autant plus que ceux-ci, par la suite, pourront aussi éduquer leurs propres enfants (Global

Forum on Food Security and Nutrition Policies and Strategies, 2008; Nanayakkara et collab., 2017).

Les compétences en matière culinaire sont aussi des compétences importantes pour l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Certaines initiatives visent ainsi la création de cuisines collectives et l'offre de cours de cuisine auprès de communautés vulnérabilisées. Les actrices et acteurs du milieu communautaire peuvent s'avérer particulièrement efficaces pour assurer ce type d'apprentissage (Wilson et collab., 2010), en raison notamment de leur proximité avec les citoyennes et citoyens ainsi que de leurs connaissances des contraintes avec lesquelles ces derniers sont aux prises (Hamm et Bellows, 2003).

L'importance des éléments liés aux connaissances sur les aliments ainsi qu'à leur conservation et leur consommation ne doit toutefois pas occulter d'autres barrières à l'approvisionnement en fruits et légumes locaux révélées par la présente étude, dont la présentation inadéquate (légumes trop gros, paquets comportant un nombre trop élevé de légumes) dans un quartier où le ménage moyen n'est constitué que de 1,5 individu et où plusieurs personnes n'ont ni les ressources financières pour acheter des aliments longtemps à l'avance, ni l'espace nécessaire pour entreposer ces aliments, ni les connaissances pour ce faire. Une offre d'achat de fruits et légumes en petite quantité (p. ex., des carottes à l'unité ou quelques fleurs de brocoli, plutôt qu'uniquement des inflorescences entières) pourrait vraisemblablement accroître l'intérêt des usagères et usagers du marché solidaire pour ces produits, qui deviendraient financièrement plus accessibles, tout en réduisant le risque de les gaspiller.

La question du poids et du volume des produits maraîchers offerts a des impacts encore plus marqués chez les personnes qui éprouvent de la difficulté à se déplacer entre le marché et leur logement. Outre le problème d'accès au transport, notamment au transport collectif, la question de la proximité des sources d'aliments sains est en cause. Comme Caspi et ses collègues (2012) le soutiennent, la création de systèmes alimentaires

de proximité permet de réduire la barrière de l'accès physique à ces aliments, ce qui peut entraîner une amélioration des habitudes alimentaires.

Comme le démontrent Blanchet et Rochette (2011) ainsi que Kendall et ses collègues (1996), les personnes souffrant d'insécurité alimentaire et nutritionnelle ont généralement une alimentation moins riche en fruits et légumes. Toutefois, les marchés solidaires, en favorisant l'accès physique aux fruits et légumes, peuvent stimuler leur consommation par une population vulnérabilisée. Des marchés ouverts à l'année – ce qui n'est malheureusement pas le cas de *Croque St-Roch* – ont de surcroît l'avantage d'améliorer la stabilité de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui est un réel enjeu auquel il faut s'attaquer autrement que par des banques alimentaires, qui certes répondent à un problème immédiat, mais sans s'attaquer à l'environnement alimentaire.

Par ailleurs, les marchés publics constituent une occasion de socialisation et d'inclusion dans la société, un élément important pour promouvoir la sécurité alimentaire et nutritionnelle (Mead, 2016). Dans certains cas, leur contribution peut être renforcée par le jumelage avec des programmes gouvernementaux (p. ex., des programmes de coupons de fruits et légumes) permettant aux personnes dans le besoin de se procurer gratuitement des produits maraîchers dans le marché public du quartier (Dimitri et collab., 2015).

Conclusion

Comme nous l'avons démontré en début d'article, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle est étroitement liée à la pauvreté. Puisque le quartier Saint-Roch est un quartier défavorisé, une proportion importante de sa population est vulnérabilisée en raison de facteurs individuels et socioéconomiques : revenu peu élevé, large part du revenu consacrée au loyer, faible niveau d'éducation, ménages de petite taille, occurrence élevée de familles monoparentales, itinérance, problèmes de santé, prévalence élevée de troubles de santé mentale, etc. Dans un tel contexte, l'atteinte de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est un véritable défi.

Afin de contribuer à relever ce défi, le collectif *Du potager à l'assiette* a mis sur pied dans ce quartier le *Marché solidaire Croque St-Roch*, où des fruits et des légumes produits localement sont vendus à prix modique ou offerts gratuitement. Dans le cadre de la présente étude, nous avons voulu évaluer la contribution de ce marché solidaire à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des habitantes et habitants du quartier en nous attardant plus spécifiquement aux causes du manque d'intérêt des personnes vulnérabilisées aux produits maraîchers offerts.

De façon générale, les résultats obtenus dans le cadre de la présente étude concordent avec les résultats de diverses études (Caillavet et collab., 2006; Haynes-Maslow et collab., 2013; Hromi-Fiedler et collab., 2016) réalisées dans des contextes variés qui montrent que les barrières à l'approvisionnement en fruits et légumes locaux dépassent la simple question des ressources budgétaires des ménages. Ainsi, la littératie alimentaire, l'environnement alimentaire, les normes sociales, les problèmes de transport ont tous une influence sur les habitudes alimentaires, en particulier sur la consommation de fruits et légumes.

Dans le contexte particulier du quartier Saint-Roch, le manque de connaissance sur certains fruits et légumes et sur leurs modes de conservation et de consommation, la difficulté de se représenter le prix réel de produits dont la valeur est exprimée par rapport à une unité de poids, la dimension des paquets offerts, des problèmes de santé dentaire ou des difficultés de transport se sont tous avérés des contraintes à l'approvisionnement en fruits et légumes au *Marché solidaire Croque St-Roch*. À cela pourrait s'ajouter le fait que, malgré l'existence du marché solidaire, l'approvisionnement reste instable puisque *Croque St-Roch* n'est ouvert que quelques semaines par année.

Ces résultats permettent de dégager certaines pistes afin d'améliorer la contribution du *Marché solidaire Croque St-Roch* à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des habitantes et habitants du

quartier, même si cette contribution ne peut évidemment être que partielle puisque cet enjeu complexe est un phénomène dont les nombreuses causes sont souvent interreliées (disponibilité, accessibilité physique et économique, utilisation et stabilité).

Selon les dires mêmes de la clientèle du marché, la communication d'information concernant les fruits et légumes offerts, l'organisation de séances de dégustation ainsi que la distribution de fiches recettes seraient des moyens appropriés pour augmenter l'attractivité des produits maraîchers auprès d'eux. L'exposition à ces produits et l'éducation sur la façon de les conserver et de les consommer sont importantes.

Bien sûr, le marché solidaire n'est qu'un exemple d'initiative permettant de favoriser l'accès physique et économique à des aliments sains. La mise en place de cuisines collectives et d'ateliers culinaires, pour ne nommer que ces exemples, peut renforcer un tel rôle. Le jumelage avec un programme de coupons de fruits et légumes pourrait quant à lui favoriser l'accès économique aux fruits et légumes du marché. L'éducation des plus jeunes à une saine alimentation et l'acquisition par ces jeunes de compétences culinaires permettraient quant à elles d'améliorer la durabilité de ce type d'intervention.

Cela dit, c'est toute la question de l'environnement alimentaire qui est en jeu, notamment celle de la création de «quartiers nourriciers» ainsi que la mise en place d'un système alimentaire territorialisé, dans un objectif de durabilité de nos systèmes de production agricole. La création de systèmes alimentaires justes pour l'ensemble des citoyennes et citoyens d'un territoire leur permettrait d'atteindre la sécurité alimentaire et nutritionnelle qui va de pair avec le droit à l'alimentation. En effet, il est troublant de constater que, dans une ville aussi riche que Québec, la sécurité alimentaire et nutritionnelle demeure une lutte de tous les instants pour un nombre trop important de nos concitoyennes et concitoyens.

REMERCIEMENTS

Merci à toutes les personnes qui ont participé à notre enquête. Nous remercions particulièrement Johann Girault, directeur général, et toute l'équipe des Urbainculteurs, ainsi que Eli Savadogo, responsable du chantier d'avenir en sécurité alimentaire de l'Université Laval.

NOTES

1 À noter que deux personnes ont choisi deux réponses, d'où le total supérieur à 100 %.

RÉFÉRENCES

- Bauer, K. W., Hearst, M. O., Escoto, K., Berge, J. M. et Neumark-Sztainer, D. (2012). Parental employment and work-family stress: Associations with family food environments. *Social Science & Medicine*, 75(3), 496-504. <https://doi.org/10.1016/j.socscimed.2012.03.026>
- Blanchet, C. et Rochette, L. (2011, mars). *Sécurité et insécurité alimentaire chez les Québécois : une analyse de la situation en lien avec leurs habitudes alimentaires* [Publication n° 1333]. Institut national de santé publique du Québec. https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1333_SecuriteAlimentQucAnalSituationHabAliment.pdf
- Bowen, S., Elliott, S. et Hardison-Moody, A. (2021). The structural roots of food insecurity: How racism is a fundamental cause of food insecurity. *Sociology Compass*, 15(7), 1-23. <https://doi.org/10.1111/soc4.12846>
- Burke, M. P., Martini, L. H., Çayır, E., Hartline-Grafton, H. L. et Meade, R. L. (2016). Severity of household food insecurity is positively associated with mental disorders among children and adolescents in the United States. *The Journal of Nutrition*, 146(10), 2019-2026. <https://doi.org/10.3945/jn.116.232298>
- Caillavet, F., Darmon, N., Lhuissier, A. et Régnier, F. (2006). *L'alimentation des populations défavorisées en France : synthèse des travaux dans les domaines économique, sociologique et nutritionnel*. Les Travaux de l'Observatoire 2005-2006, 279-232. https://onpes.gouv.fr/IMG/pdf/travaux2005-2006-2-1-3-alimentation_synthese-Caillavet.pdf
- Caspi, C. E., Sorensen, G., Subramanian, S. V. et Kawachi, I. (2012). The local food environment and diet: A systematic review. *Health & Place*, 18(5), 1172-1187. <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2012.05.006>
- Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSSCN). (s. d.). *Des logements inabordables*. Gouvernement du Québec. <https://www.ciuss-capitalenationale.gouv.qc.ca/sante-publique/inegalites-sociales-sante/vivre-sans-faim/informer/causes/logements>
- Charlebois, D. S. et Vézeau, J. (2022, mai). *Manger québécois coûte-t-il plus cher? Étude comparative entre le prix des aliments du Québec et ceux provenant d'ailleurs*. Université Dalhousie. https://cdn.dal.ca/content/dam/dalhousie/pdf/sites/agri-food/%C3%89tude_de_prix_AlimentsQuebec_juin2022.pdf
- Chen, T. et Gregg, E. (2017, octobre). *Déserts et marais alimentaires : une introduction*. Centre de collaboration nationale en santé environnementale. https://cnse.ca/sites/default/files/Deserts_et_marais_alimentaires_introduction_oct_2017.pdf
- Chénier, G. (2016, octobre). *Marchés ambulants, citoyens et de quartier : s'approvisionner en fruits et légumes frais à prix abordable près de chez soi*. Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre. <http://extranet.santemonteregie.qc.ca/userfiles/file/sante-publique/promotion-prevention/Fiche-Marches.pdf>
- Couturier, E.-L. (2013). *Revenu minimum garanti : trois études de cas*. Institut de recherche et d'informations socio-économiques. https://iris-recherche.s3.amazonaws.com/uploads/publication/file/IRIS-brochure-Revenu-Minimum_WEB.pdf
- Dimitri, C., Oberholtzer, L., Zive, M. et Sandolo, C. (2015). Enhancing food security of low-income consumers: An investigation of financial incentives for use at farmers markets. *Food Policy*, 52, 64-70. <https://doi.org/10.1016/j.foodpol.2014.06.002>
- Drolet, A. (2022, 9 juin). Itinérance : l'organisme Le Local, essentiel pour les policiers de Québec. *Radio-Canada ICI Québec*. <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1889681/fermeture-local-policiers-intinerant-patrouille-preoccupation>
- Feeding America. (s. d.). *Hunger and food insecurity*. <https://hungerandhealth.feedingamerica.org/understand-food-insecurity>
- Freedman, D. A. (2007). A community health case study: Creating a food oasis in a food desert. *The Community Psychologist*, 40(2), 67-70. <https://www.scra27.org/files/6813/9015/7742/tcp07.springa.pdf>

- Freedman, D. et Bell, B. (2011). The Veggie Project: A case study of a multi-component farmers' market intervention. *The Journal of Primary Prevention*, 32, 213-224. <https://doi.org/10.1007/s10935-011-0245-9>
- Global Forum on Food Security and Nutrition Policies and Strategies. (2008). L'éducation nutritionnelle du public est essentielle, *FAO Forum Brief*, 1. https://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/FSN_NE_brief1-fr_Oct08.pdf
- Gundersen, C. et Ziliak, J. P. (2014). *Childhood food insecurity in the U.S.: Trends, causes, and policy options* [Rapport de recherche]. The Future of Children. https://futureofchildren.princeton.edu/sites/g/files/toruqf2411/files/media/childhood_food_insecurity_researchreport-fall2014.pdf
- Hamm, M. W. et Bellows, A. C. (2003). Community food security and nutrition educators. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 35(1), 37-43. [https://doi.org/10.1016/S1499-4046\(06\)60325-4](https://doi.org/10.1016/S1499-4046(06)60325-4)
- Haynes-Maslow, L., Parsons, S. E., Wheeler, S. B. et Leone, L. A. (2013). A qualitative study of perceived barriers to fruit and vegetable consumption among low-income populations, North Carolina, 2011. *Preventing Chronic Disease*, 10. <https://doi.org/10.5888/pcd10.120206>
- Hromi-Fiedler, A., Chapman, D., Segura-Pérez, S., Damio, G., Clark, P., Martinez, J. L. et Pérez-Escamilla, R. (2016). Barriers and facilitators to improve fruit and vegetable intake among WIC eligible pregnant Latinas: An application of the Health Action Process Approach framework. *Journal of Nutrition Education and Behavior*, 48(7), 468-477. <https://doi.org/10.1016/j.jneb.2016.04.398>
- Ilaboya, I. R., Atikpo, E., Omofuma, F. E., Asekhame, F. F. et Umukoro, L. (2012). Causes, effects and way forward to food insecurity. *Iranica Journal of Energy & Environment*, 3(2), 180-188. <https://doi.org/10.5829/idosi.jee.2012.03.02.1673>
- Jones, A. D., Ngure, F. M., Pelto, G. et Young, S. L. (2013). What are we assessing when we measure food security? A compendium and review of current metrics. *Advances in Nutrition*, 4(5), 481-505. <https://doi.org/10.3945/an.113.004119>
- Kendall, A., Olson, C. M. et Frongillo, E. A. (1996). Relationship of hunger and food insecurity to food availability and consumption. *Journal of the American Dietetic Association*, 96(10), 1019-1024. [https://doi.org/10.1016/S0002-8223\(96\)00271-4](https://doi.org/10.1016/S0002-8223(96)00271-4)
- Labrie, V., Nguyen, M. et Posca, J. (2022). *Le revenu viable 2022 en période de crises multiples*. Institut de recherche et d'informations socio-économiques. <https://iris-recherche.qc.ca/publications/le-revenu-viable-2022-en-période-de-crisis-multiples>
- Latimer, É. et Bordeleau, F. (2019). Dénombrement des personnes en situation d'itinérance au Québec le 24 avril 2018. Ministère de la Santé et des Services sociaux, gouvernement du Québec, Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2018/18-846-10W.pdf>
- Leung, C. W. et Tester, J. M. (2019). The association between food insecurity and diet quality varies by race/ethnicity: An analysis of NHANES 2011-2014. *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, 119(10), 1676-1686. <https://doi.org/10.1016/j.jand.2018.10.011>
- Liu, Y., Li, Z. et Walker, M. P. (2014). Social disparities in dentition status among American adults. *International Dental Journal*, 64(1), 52-57. <https://doi.org/10.1111/idj.12062>
- Lofus, E. I., Lachaud, J., Hwang, S. W. et Mejia-Lancheros, C. (2021). Food insecurity and mental health outcomes among homeless adults: A scoping review. *Public Health Nutrition*, 24(7), 1766-1777. <https://doi.org/10.1017/S1368980020001998>
- Luffman, J. (2006). Mesurer l'abordabilité du logement. *L'emploi et le revenu en perspective*, 7(11). Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75-001-x/11106/9519-fra.htm>
- Maisonneuve, C., Lamontagne, P., Blanchet, C. et Hamel, D. (2015). *Poids corporel et insécurité alimentaire chez les adultes québécois en 2011-2012* [Publication n° 2047]. Institut national de santé publique du Québec. https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/2047_poids_insecurite_alimentaire_adulte.pdf
- Mead, A. (2016, 21 septembre). Rural farmers market promotes food security. *The Rural Monitor*. <https://www.ruralhealthinfo.org/rural-monitor/allegan-farmers-market>

- Moffat, T., Mohammed, C. et Newbold, B. (2017). Cultural dimensions of food insecurity among immigrants and refugees. *Human Organization*, 76, 15-27. <https://doi.org/10.17730/0018-7259.76.1.15>
- Nanayakkara, J., Margerison, C. et Worsley, A. (2017). Importance of food literacy education for senior secondary school students: Food system professionals' opinions. *International Journal of Health Promotion and Education*, 55(5-6), 284-295. <https://doi.org/10.1080/14635240.2017.1372695>
- Odoms-Young, A. M. (2018). Examining the impact of structural racism on food insecurity: Implications for addressing racial/ethnic disparities. *Family & Community Health*, 41, S3-S6. <https://doi.org/10.1097/fch.0000000000000183>
- O'Neil, D. (2005). *Ten qualities of successful public markets*. Project for Public Spaces. <https://www.pps.org/article/tencharacteristics-2>
- Pageau, M. (2008). *Cadre de référence en matière de sécurité alimentaire*. Ministère de la Santé et des Services sociaux, gouvernement du Québec. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2008/08-208-01.pdf>
- Plante, C., Paquette, M.-C., Dubé, È., Hamel, D., Rochette, L., Dionne, M. et Tessier, M. (2021). *Pandémie et insécurité alimentaire : évolution du 2 avril 2020 au 26 avril 2021* [Publication n° 3165]. Institut national de santé publique. <https://www.inspq.qc.ca/sites/default/files/publications/3165-pandemie-insecurite-alimentaire-avril2020-avril2021.pdf>
- Québec. (2002). *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale : LQ, chapitre L-7*, à jour au 15 octobre 2022, [Québec], Éditeur officiel du Québec. https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/L-7?langCont=fr#ga:l_iii-h1
- Quevillon, G., Blanchet, R. et Giroux, I. (2014). *L'insécurité alimentaire chez les immigrants au Canada*. Université d'Ottawa. https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/31159/1/Quevillon_Genevi%c3%a8ve.pdf
- Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (RCLALQ). (2021). *Les loyers explosent : enquête sur les prix des logements à louer au Québec*. RCLALQ. <https://rclalq.qc.ca/wp-content/uploads/2021/06/Les-loyers-explosent.pdf>
- Rosenheck, R. (2000). Cost-effectiveness of services for mentally ill homeless people: The application of research to policy and practice. *American Journal of Psychiatry*, 157(10), 1563-1570. <https://doi.org/10.1176/appi.ajp.157.10.1563>
- Santé Canada. (2022, 17 mars). *Guide alimentaire canadien : section 3 – importance des compétences alimentaires*. Gouvernement du Canada. <https://guide-alimentaire.canada.ca/fr/directrices/section-3-importance-des-competences-alimentaires>
- SDC Saint-Roch. (2014). *Histoire du quartier*. <https://www.stroch.com/fr/histoire-du-quartier>
- Seligman, H. K., Laraia, B. A. et Kushel, M. B. (2010). Food insecurity is associated with chronic disease among low-income NHANES participants. *The Journal of Nutrition*, 140(2), 304-310. <https://doi.org/10.3945/jn.109.112573>
- Statistique Canada. (2017, 8 février). *Profil du recensement, Recensement de 2016 – 24230036 [Aire de diffusion agrégée], Québec et Québec [Province]*. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=ADA&Code1=24230036&Geo2=PR&Code2=24&SearchText=G1K3C9&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&TABID=2&type=0>
- Statistique Canada. (2020, 24 juin). *L'insécurité alimentaire des ménages, 2017-2018* [Publication n° 82-625-X]. Gouvernement du Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/82-625-x/2020001/article/00001-fra.htm>
- Statistique Canada. (2022, 9 février). *Tableau de profil, Profil du recensement, Recensement de la population de 2021*. Gouvernement du Canada. <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm?Lang=F>
- Ville de Québec. (2019). *Quartier Saint-Roch : portrait sociodémographique et économique*. https://www.ville.quebec.qc.ca/apropos/portrait/quelques_chiffres/docs/Saint_Roch_Portrait.pdf
- Wallace, B. B. et MacEntee, M. I. (2012). Access to dental care for low-income adults: Perceptions of affordability, availability and acceptability. *Journal of Community Health*, 37(1), 32-39. <https://doi.org/10.1007/s10900-011-9412-4>
- Wilson, M. G., Lavis, J. N., Travers, R. et Rourke, S. B. (2010). Community-based knowledge transfer and exchange: Helping community-based organizations link research to action. *Implementation Science*, 5(1), 33. <https://doi.org/10.1186/1748-5908-5-33>